

Le revenu de base en question

Proposée par plusieurs candidats à la présidentielle, cette question (autre nom = revenu universel d'existence) fait irruption dans la campagne.

Il est donc intéressant de faire le point sur cette proposition.

Pourquoi un « revenu de base » ?

Cette proposition se veut une réponse aux tendances actuellement constatées dans notre société :

- Les inégalités ne cessent d'augmenter entre pays riches et pays pauvres, et à l'intérieur de chaque pays entre personnes de plus en plus riches et une masse de plus en plus pauvre ;
- Les démarches pour obtenir les minima sociaux sont parfois complexes et même vexatoires. Le résultat, c'est que pas mal de bénéficiaires potentiels y renoncent : un tiers des bénéficiaires potentiels du RSA ne font pas les démarches ;
- Malgré une masse de « richesses » de plus en plus énorme (au sens du PIB), le chômage s'accroît inexorablement et renforce les inégalités : il y a près de 5,5 millions de personnes au chômage en cat A, B et C, dont 47% ne bénéficient ni d'indemnité de l'assurance chômage, ni de l'Allocation Spécifique de Solidarité ;
- cette 'croissance' s'accompagne d'un épuisement des ressources de la terre et d'une production de déchets et de produits polluants que la nature ne peut plus absorber : les équilibres de la planète sont fortement menacés à l'horizon de quelques années ;
- ...

Face à cette situation, beaucoup de personnes cherchent diverses solutions pour survivre : boulots précaires, autoentrepreneurs, tâcherons (Hubert, ...), petits travaux au noir, ...

D'autres explorent des voies plus collectives comme les échanges de services, les jardins partagés, ... Mais tous ceux-là ont des situations peu ou pas reconnues, ne donnant lieu à aucune participation à la protection sociale et ne donnant aucun droit. Seul le travail salarié (ou bien le travail indépendant de haut niveau) est véritablement pris en compte, aussi bien pour la comptabilisation de la richesse du pays que pour l'ouverture de droits à la couverture sociale (droits aux indemnités chômage, retraite, ...).

L'idée du *revenu de base* (RB) est donc la suivante : puisque la société a largement de quoi permettre à chaque individu qui la compose de vivre décemment et simplement (manger, se vêtir, se loger, ...), il faut que chaque individu bénéficie d'un revenu individuel et inconditionnel d'existence versé par l'Etat et financé par les impôts sur l'ensemble des revenus (du travail, des revenus fonciers, du capital, ...) : chaque individu est bénéficiaire et contribue à la mesure de ses revenus réels. Ainsi chacun pourra avoir un réel choix sur sa vie et son insertion dans la société : choisir un travail intéressant, avec des conditions de travail vivables, sans 'burn-out', sans course aux cadences, ... ou choisir une activité d'intérêt collectif ou une activité collaborative, même si c'est moins payé...

On le voit, cette proposition est en cohérence avec une vision prioritaire de transition écologique et énergétique, une société plus sobre et un abandon de la croissance comme priorité absolue. Pas étonnant que cette mesure soit proposée par Yannick Jadot et Benoît Hamon.

Le diable est dans les détails :

Si on regarde les promoteurs du revenu de base, on est frappé par la diversité de ses partisans (et de ses adversaires). Par exemple, certains libéraux sont partisans du RB. Ainsi, Milton Friedman, économiste américains et porte-parole du libéralisme, ou Christine Boutin en France prônent le RB. Quelle est leur logique ? Ils estiment qu'une partie de la population est aujourd'hui inapte à se conformer aux exigences de la 'société moderne'. Il sera donc moins coûteux de leur attribuer un RB sans condition (et sans contrôles inutiles et exigeants en moyens) qui se substituera aux différents minima sociaux. Ainsi, les services publics pourront être réduits, et la protection sociale pourra être individualisée : chaque individu sera renvoyé à

ses choix personnels (choix de mutuelle santé, d'école, ...) à propos desquels l'Etat n'a pas à intervenir. Une partie des services actuellement couverts par les services publics pourra être rendue à la concurrence...

A la lecture de ce qui précède, on voit bien que le RB peut complètement changer de nature en fonction de son montant et des allocations et droits auxquels il se substitue.

Les difficultés d'application :

Il ne faut pas le cacher, les brassages financiers que supposent ce RB sont énormes : pour 100 € de RB, il faut dégager chaque année 70 milliards € de revenus de l'Etat (par comparaison, l'impôt sur les revenus rapporte 75 milliards €).

Bien entendu, en contrepartie, les minima sociaux disparaîtront, les salaires baisseront ainsi que les allocations chômage.

Malgré cela, un RB à hauteur de 800 € (le RSA est à 474€, l'ASS à 488€, l'ASPersonnesAgées à 801€ et l'AAHandicapées à 808€) coûterait à l'Etat plus de 650 milliards € (si les moins de 18 ans ne touchent que 400€). Cela induirait donc des augmentations énormes des impôts (revenus, ISF, CSG, ...) difficiles à faire accepter.

Les positions productivistes :

Certains (à droite comme à gauche) évacuent le problème en affirmant que la '**valeur travail**' est essentielle à notre société. Finalement, pour eux, seul le travail salarié a une valeur, seule la croissance du PIB est bonne, et finalement, seul le capitalisme est facteur de progrès. On retrouve ici aussi bien Fillon que Montebourg ou Macron (ainsi que Mélenchon d'une certaine façon).

Une proposition 'réformiste' :

Prenant en compte ce qui précède, le *think tank* Terra nova (proche du PS) a présenté le raisonnement et les propositions suivantes.

Pourquoi faire autant de brassages d'argent, alors que beaucoup de gens, qui gagnent correctement leur vie, n'ont pas besoin du RB ? Il est donc préférable de se concentrer sur les minima sociaux, sur leur réévaluation et leur simplification. Le coût supplémentaire sera compensé par une hausse de l'imposition sur les hauts revenus (Impôt sur le revenu, CSG, ISF, droits de succession). Cette proposition est reprise (timidement) par Valls.

Des résultats très différents :

On s'en doute, les différents positionnements par rapport à cette proposition sont cohérents avec des visions différentes de la société et de son évolution souhaitée.

Par exemple, la défense de la valeur travail va de pair avec une priorité donnée à la croissance et au salariat.

Au contraire, proposer le RB est un appui aux différentes formes de travail collaboratif et à une croissance (au sens du PIB) moins forte, donc une pression moins forte sur la nature.

Le cas Mélenchon est très particulier. Cherchant à capter l'héritage du mouvement ouvrier traditionnel, il ne se montre pas critique vis à vis de la valeur travail et à la croissance. En même temps, il défend l'environnement, mais principalement sous l'angle de la lutte contre la pollution. Enfin, il fait un gros clin d'œil à ce mouvement ouvrier en proposant une **planification**...écologiste.

Dernière remarque sur la proposition réformiste de simplification des minima sociaux (voir à ce sujet l'article publié dans le N° de janvier 2017 de *Alter-éco*). Cette proposition prétend vouloir obtenir le même résultat que le RB, mais de façon plus simple et plus réaliste. En réalité, cette simplification (même si elle est souhaitable) ne contient pas la remise en cause de la société productiviste, l'encouragement à une société plus sobre et à des rapports au travail plus collaboratifs (seuls les bénéficiaires des minima sociaux sont concernés).

Comme on le voit, cette proposition a toute sa place dans le débat politique !